

# L'animation territoriale de l'AICT Éducation à la Citoyenneté Mondiale et dynamiques événementielles

En sus de l'appui aux acteurs locaux intervenant dans le domaine international, étudié dans le chapitre 4, l'animation territoriale de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales repose sur les deux autres volets, fortement liés, que sont l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et la dynamique événementielle créée sur les territoires. Ils visent tous les deux à renforcer les impacts territoriaux des autres composantes de l'AICT, notamment par le biais de la sensibilisation, dans un triple objectif de citoyenneté, de cohésion et d'ouverture au monde. L'éducation des citoyens aux questions mondiales semble constituer une démarche nécessaire alors que, selon le sociologue Jean-Pierre Worms, « le monde moderne sécrète de la diversité et de la complexité<sup>290</sup> ». Les impacts de ces deux démarches s'inscrivent sur un temps long et restent difficiles à quantifier. L'un comme l'autre représentent, au-delà de leur enjeu de sensibilisation, un moyen de légitimer l'action internationale menée par les collectivités territoriales en renforçant son ancrage local.

## 1- L'Éducation à la Citoyenneté Mondiale : faire évoluer les comportements et les pratiques et légitimer l'AICT

Jean-Pierre Elong Mbassi évoque le rôle de l'éducation dans la prise de conscience de l'interdépendance croissante entre les communautés humaines. Il aborde alors l'éducation à la solidarité comme étant un outil visant au changement de vision du « Nord » sur la coopération décentralisée. Ce changement, d'une dimension humanitaire, charitable et compassionnelle envers les collectivités du Sud, vers une dimension de responsabilisation, passe par la compréhension des mécanismes d'exploitation des populations du sud dans le commerce international<sup>291</sup>. Cet enjeu de responsabilisation est central dans l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale (ECM), démarche portée par les collectivités territoriales ou par les acteurs locaux (le plus souvent associatifs) impliqués dans le domaine de la coopération internationale. Selon les différentes définitions qui lui sont attribuées, l'ECM vise tout à tour à amorcer une réflexion analytique et critique sur les relations entre le Nord et le Sud<sup>292</sup>, à provoquer des changements de valeurs<sup>293</sup>, ou encore à éduquer les citoyens afin d'éveiller leur esprit critique sur les causes et les effets des inégalités entre les pays du « Nord » et les pays du « Sud » pour qu'ils s'engagent dans la construction d'un monde « plus solidaire et durable<sup>294</sup> ». Nous aborderons ici l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale sous deux angles : son rôle en tant qu'outil de sensibilisation et d'ouverture au monde et la dimension stratégique qu'elle revêt pour les collectivités territoriales du point de vue de la légitimation de leurs politiques internationales.

---

<sup>290</sup> Worms, J.P., 1995, "Identités culturelles et gestion de la cité", in Saez, J.P. (sous la direction de), Identités, cultures et territoires. Observatoire des pratiques culturelles, Coll. Habiter, Desclée de Brouwer, 267p, p 53

<sup>291</sup> Elong Mbassi, JP., 2003, « Enjeux, apports et risques de la coopération décentralisée ». Haut Conseil de la Coopération, Coopérer au début du XXIème siècle, Pourquoi ? Comment ? Questions sans préjugés, Editions Karthala, 509 p, p 223-224

<sup>292</sup> Faucon, M., Historique, notion et démarche de l'EADSI, Educasol, 5p, p 4

<sup>293</sup> Miguel Sierra, A., Communication lors de la conférence « L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales », dans le cadre du 3ème Forum de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales, Cités Unies France, Paris, 02/07/2012

<sup>294</sup> Association 4D, AITEC, CGT, CRID, Les petits débrouillards, 2012, "Ce futur que nous voulons", Altermondes n°30 juin 2012, 51p, p 26

## 1.1- L'ECM : une démarche pour faire évoluer les comportements et les pratiques

Le terme d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale (ECM) remplace de plus en plus fréquemment celui, plus classique d'Éducation au Développement (EAD), ou Éducation au Développement et à la Solidarité Internationale (EAD-SI). Il est préféré à ces derniers car il se distance de la notion de « développement », qui comme nous l'avons vu en introduction, peut être connotée négativement. De plus, il dépasse une dimension « Nord/Sud » réductrice. Dans le sillage du constat formulé par le Conseil Économique Social et Environnemental à propos du manque de débat sur la « mondialisation sociale » évoqué précédemment,<sup>295</sup> l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale vise à développer l'écoute mutuelle et l'esprit critique des habitants sur les questions internationales. Elle peut par exemple encourager une prise de conscience sur les inégalités mondiales et aider le public à en comprendre les mécanismes. Pour ce faire, l'ECM peut revêtir une multitude de formes sur les territoires et s'adresser à tous types de publics. Le tableau 13 apporte des informations sur les acteurs et les cibles de ces actions. Il expose également le type d'outils mis en place et les principaux espaces d'application sur les territoires.

**Tableau 13: Acteurs, public supports et lieux de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale**

Acteurs	Public-cible	Supports / animation	Lieux
Collectivités territoriales	Tout public, avec cependant une offre importante réservée aux enfants et aux jeunes	Expositions	Espace public
Associations de solidarité internationale et ONG		Jeux (quizz, jeux de rôle, jeux collaboratifs, etc.)	Equipements socioculturel de proximité : maisons de quartier, centres de loisirs, centres sociaux
Etablissements scolaires		Ateliers (écriture, artistiques, musicaux, etc.)	
Associations spécialisées (ex : centres de ressources sur la solidarité internationale)		Conférences-débat, tables-rondes, etc.	Etablissements scolaires
		Animations spécifiques : repas / cours de cuisine pédagogique, rallye thématiques, etc.	Lieux plus insolites (ex: piscine etc.)
		Films (projection-débat, etc.)	Lieux dédiés (salle d'exposition etc.)
		Marché / stands associatifs	
		Formations spécifiques (ex préparation au départ pour un chantier-jeune, une expatriation etc.)	

Source : Tableau réalisé par l'auteur

Si on identifie plusieurs acteurs potentiellement porteurs de démarches d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale (collectivités territoriales, associations de solidarité internationale, établissements scolaires), celle-ci répond d'un savoir-faire spécifique principalement portée par des associations spécialisées. Elles-mêmes sont structurées en réseaux<sup>296</sup> et proposent de manière plus ou moins ponctuelle aux habitants et avant tout aux jeunes, diverses formes d'animation et de sensibilisation. Ces animations se déclinent par la mise en place dans divers lieux publics, d'ateliers pédagogiques, d'expositions, de conférences-débats, de jeux thématiques, de marchés solidaires, etc. Il peut également s'agir de formations au montage de projet à destination des associations de solidarité internationale, afin de les

<sup>295</sup> Deleu, A (présenté par), 2005, op cit.

<sup>296</sup> Tels que RITIMO, réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable qui fédère, en 2013, 90 lieux ouverts au public.

aider à tendre vers des pratiques plus responsables et à dépasser par exemple le stade du don dans les actions de coopération internationale, comme nous l'avons vu précédemment. « C'est tout un travail de changement de mentalités qu'il est nécessaire de mener [...]. L'objectif est d'encourager les comportements éthiques au Nord, notamment une façon de penser plus globalement et une responsabilité vis-à-vis de la durabilité [...] »<sup>297</sup>. Le planisphère inversé (figure 26) est un outil parfois utilisé par les acteurs de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale pour déconstruire les représentations d'un occident « centre du monde ». Il permet de créer du débat autour des choix de représentations cartographiques à l'échelle mondiale, qui, comme le rappelle la géographe Karine Hurel, sont reconnus comme des actes importants de la construction de l'image<sup>298</sup>.

**Figure 26 : Un outil d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale : la carte du monde inversée, l'Europe n'est plus au centre du monde, ou comment changer les représentations.**



Source : CCFD Terre Solidaire

L'Éducation à la Citoyenneté Mondiale, également appelée Éducation à la Citoyenneté Interculturelle<sup>299</sup> n'est pas une démarche nouvelle. Elle a connu plusieurs évolutions, au fil des changements des pratiques et des approches de la coopération internationale et de l'aide au développement. Adélie Miguel Sierra identifie cinq grandes phases de ces évolutions. Avant les années 60, l'ECM s'inscrivait dans une réaction humanitaire des ONG, des missions et des églises lors de crises dans le monde (sécheresse, famines, etc.) nécessitant une réaction d'urgence. On vit ensuite apparaître, dans les années 60, une éducation sur l'Aide au Développement, c'est-à-dire la diffusion d'informations et la sensibilisation du public sur les réalités du « Sud » et sur les projets de développement qui y étaient menés. Plus tard, dans les années 70, on assista en parallèle aux mouvements d'indépendances, à l'émergence des ONG et des organisations internationales. Les années 80 et 90 furent, quant à elles, marquées par une remise en question des modèles de développement au Nord comme au Sud, et la volonté de faire comprendre les interdépendances en construisant des alternatives au commerce mondial telles que le commerce équitable. Cette idée est encore plus forte à la fin des années 90 et dans les années 2000. On parle alors de l'articulation entre « le local et le global ». L'échelle « Nord-Sud » est élargie. Les organisations insistent sur la notion

<sup>297</sup> Mairesse, E., 2007, op cit.

<sup>298</sup> Hurel, Karine, 2010, « Toutes les cartes en main », DATAR, 2010, « Aménager le changement », Territoires 2040 n°1, La Documentation française, 99p.

<sup>299</sup> Bennani, A., 2009, "L'interculturalité au service d'un meilleur vivre ensemble", L'Alliance des civilisations et la diversité culturelle : de la stratégie à l'action, L'Harmattan, volume 8-9, 357p, p 60

des droits humains et de la justice face aux dérives de la mondialisation. On passe alors de la protestation à la proposition<sup>300</sup>.

Aujourd'hui, cette démarche de sensibilisation peut toutefois risquer d'entraîner un certain effet pervers si elle « tombe » dans le misérabilisme. L'objectif de l'ECM n'est pas de communiquer sur les problématiques et les difficultés rencontrées dans certains pays du monde pour créer sur le public une double réaction d'apitoiement et de relativisation de sa propre condition. Plus profond, son rôle est au contraire de l'accompagner à aller au-delà des représentations hâtives en lui donnant les clés pour décrypter l'actualité, comprendre les interrelations entre les territoires, et s'engager au quotidien. L'ECM passe notamment par la déconstruction des représentations négatives du grand public sur certains territoires du monde et notamment les pays considérés comme « pauvres ». Les impacts des actions internationales du Conseil général de Haute Savoie en Haïti, au Sénégal ou encore en Roumanie reposent en partie sur cet enjeu. « Grâce à ces échanges, Haïti n'existe plus à Aime (Canton savoyard) seulement à travers le prisme des catastrophes naturelles et des émeutes de la faim. [...] Ce pays est désormais incarné par la capacité d'initiative de ses habitants, la créativité des jeunes, leur ouverture sur le monde et leur désir d'aller de l'avant [...] C'est une petite révolution silencieuse qui s'opère dans l'esprit des aimerains<sup>301</sup> ! ».

Par les questions qu'elle aborde, sa dimension informationnelle et l'ancrage local des initiatives menées, l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale (ECM) peut-elle potentiellement représenter, au-delà de sa dimension de sensibilisation et d'ouverture au monde, un outil de légitimation des actions internationales des collectivités territoriales ?

## 1.2- L'ECM : un outil de légitimation de la coopération décentralisée

L'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et la coopération décentralisée « s'alimentent » réciproquement. Dans certains services des relations internationales de grandes collectivités territoriales, des professionnels sont dédiés exclusivement au soutien et à l'accompagnement des associations et à l'ECM. En sensibilisant les habitants et les acteurs des territoires aux inégalités et à leurs mécanismes, mais également en déconstruisant les idées reçues et les représentations négatives qu'ils peuvent avoir en direction de certaines parties du monde, l'ECM peut permettre de vulgariser les actions de coopération décentralisée et de donner aux citoyens les ressources nécessaires pour en comprendre l'intérêt. L'usage de l'action de coopération pour sensibiliser les habitants peut ainsi constituer une première étape de justification de leur intérêt local. « L'action internationale doit être un médiateur face au traumatisme de l'opinion publique sur le mondialisation<sup>302</sup> » résume un élu local.

L'ECM améliore l'ancrage local de l'AICT, qui constitue un enjeu fondamental en termes de visibilité pour les collectivités territoriales lorsque la majeure partie des activités sont menées à l'international, et permet ainsi de « défendre les actions de coopération décentralisée<sup>303</sup> ». La photographie 2 illustre l'une des formes que peuvent prendre les actions d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale.

---

<sup>300</sup> Miguel Sierra, A., op.cit

<sup>301</sup> Ducasse, M., 2009, « Une petite révolution silencieuse », *Altermondes* n°20, p41

<sup>302</sup> Henri Begorre, Maire de Maxéville, Communication lors de la conférence « Collectivités petites et moyennes : valoriser votre action internationale », 01/07/2013, dans le cadre du 4ème Forum de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales, Cités Unies France, Paris, 1 et 2 juillet 2013

<sup>303</sup> Véronique Moreira, Vice-présidente du réseau Résacoop Conférence « L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales », dans le cadre du 3ème Forum de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales, Cités Unies France, Paris, 02/07/2013

**Photographie 2 : Table-ronde organisée à Cergy dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale 2011 sur le thème des « Interdépendances Nord-Sud à l'heure de la crise environnementale. Comment repenser le développement ici et là-bas ? »**



**Source : Mission développement Durable et coopération internationale, Ville de Cergy**

Il s'agit ici d'une conférence-débat organisée en 2011 par la Ville de Cergy, la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise et l'Ecole Supérieure d'Agro-Développement International (ISTOM) sur le thème « les interdépendances Nord-Sud à l'heure de la crise environnementale : comment repenser le développement ici et là-bas ? ». Cette rencontre a marqué le début d'un cycle de conférences mis en place par ces trois acteurs afin d'aborder des enjeux locaux et globaux. En proposant, chaque année lors de ces conférences, l'intervention d'un acteur thiessois<sup>304</sup>, ces initiatives visent également à faire connaître la coopération décentralisée auprès du grand public. Leurs impacts sont principalement observables au niveau des étudiants de l'ISTOM qui participent massivement à ces débats (qui intègrent leurs programmes de formation). Ils sont en revanche à nuancer pour ce qui est du grand public, qui – nous verrons que c'est un constat encore fréquent dans ce type de rencontre – s'y intéresse encore peu.

Parmi les critères des soutiens financiers des projets de coopération menés à l'international, les associations locales sont fortement invitées à détailler leurs impacts sur les territoires et notamment la démarche d'ECM menée localement. De la même manière, si nous avons vu qu'il n'a pas toujours incité les collectivités territoriales à formuler l'intérêt local de leur action internationale, le Ministère des Affaires Étrangères leur demande, depuis plusieurs années, de détailler les actions menées dans le cadre de l'ECM via les formulaires de demande de soutien à la coopération décentralisée.

L'Éducation à la Citoyenneté Mondiale revêt une importance particulière en cas de crises politiques dans certains pays partenaires. Lorsque les collectivités ne peuvent plus se déplacer dans des zones classées « rouges » par le Ministère des Affaires Étrangères (dernièrement au Mali ou au Niger), l'animation locale de l'action internationale permet, bien que les échanges physiques soient limités, de maintenir une dynamique internationale en concevant des activités sur les territoires français<sup>305</sup>. La dynamique événementielle autour de l'action internationale s'appuie sur les outils de l'ECM et remplit les mêmes objectifs. Elle permet également de faire connaître ces politiques encore confidentielles.

---

<sup>304</sup> En 2011 le sociologue Emmanuel Seyni Ndione et en 2012 l'agronome Saliou Ndiaye sur le thème « agriculture urbaine : enjeux globaux, approches locales »

<sup>305</sup> 3ème Comité de Pilotage de l'Etude de Planification stratégique de l'action internationale de la communauté d'agglomération Evry Centre Essonne 22/01/2013

## **2- L'événementiel : un facteur d'information et d'ancrage local des politiques internationales**

L'événementiel est un volet important de l'animation locale de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales qui se décline de diverses manières et à des échelles variées. Il répond entre autres d'un objectif de communication permettant aux collectivités territoriales d'aller au-delà de différents niveaux de publics et d'aborder les questions internationales de manière ludique et accessible. Ce volet est d'autant plus important que les divers événements organisés représentent une occasion d'ancrer localement une action peu visible, puisque menée hors du territoire. L'événementiel représente, pour les collectivités territoriales, un moyen de rendre compte aux habitants des actions menées toute l'année et de renforcer ainsi leur compréhension d'un volet de l'action publique encore méconnu. Aussi, la portée de l'événementiel de l'AICT dépasse la seule dimension d'animation locale pour s'inscrire dans une stratégie plus large de renforcement de la légitimité de cette politique.

L'événement urbain, qui permet de légitimer les acteurs en place et leurs décisions, peut être appréhendé comme « un catalyseur », un outil de gouvernance territoriale qui suppose la création, la formalisation ou l'approfondissement de nouvelles alliances au niveau local ou régional<sup>306</sup>. Cette analyse développée par Maria Gravari Barbas et Sébastien Jacquot, sera tour à tour vérifiée à partir de plusieurs dispositifs événementiels distincts. La Semaine de la Solidarité Internationale, événement organisé à l'échelle nationale, les semaines culturelles thématiques mettant à l'honneur la culture des pays « amis » ainsi que les festivals « jumeaux », imaginés en résonance sur les deux territoires partenaire.

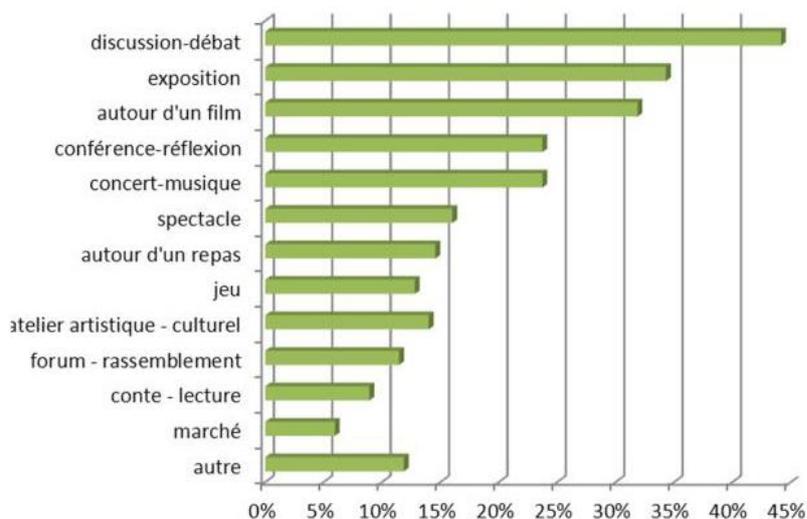
### **2.1- L'événementiel à l'échelle nationale : la Semaine de la Solidarité Internationale**

La Semaine de la Solidarité Internationale (SSI) est un rendez-vous lancé il y a plus de 15 ans à l'échelle nationale. Organisée chaque année au mois de novembre par des acteurs volontaires, elle est l'occasion pour les collectivités territoriales françaises de relayer les initiatives qu'elles mènent à l'international et de valoriser celles des associations présentes sur leurs territoires. Le graphique 11 indique les différentes formes des animations organisées dans l'hexagone au cours de l'édition 2012 de la Semaine de la Solidarité Internationale.

---

<sup>306</sup> Gravari-Barbas, M. et Jacquot, S., 2007, op cit.

**Graphique 11: Répartition des formes de manifestations organisées au cours de l'édition 2012 de la Semaine de la Solidarité Internationale.**



**Source : Coordination Nationale de La Semaine, 2012, bilan national de la 15ème édition de la Semaine de la Solidarité Internationale, 77p**

On note, par ordre décroissant, l'organisation lors de l'édition 2012 de la SSI, de discussions-débats, d'expositions, de projection de films, de conférences, de concerts, de spectacles, de repas, d'ateliers artistiques et culturels, de jeux, de forums-rassemblements, de contes-lecture et de marchés solidaires. A travers ces formes de rencontres, transparaissent les publics ciblés à l'exemple des enfants et des jeunes (pour les actions conte, lecture, jeu), et les adultes (conférences). Certaines actions visaient un public mixte (ateliers, spectacles, expositions, etc.).

On retrouve, dans la catégorie « autres », les actions communes menées simultanément dans la France entière, à l'exemple des solispères<sup>307</sup>, actions symboliques de lancement de la semaine visant à favoriser le sentiment d'appartenance à cet événement national et à le rendre visible auprès des médias. La photographie 3 présente un exemple d'organisation d'une solispère (à gauche) et la répartition géographique des solispères organisées sur le territoire national en 2012.

<sup>307</sup> Construction visuelle inspirée de la structure esthétique du Mandala

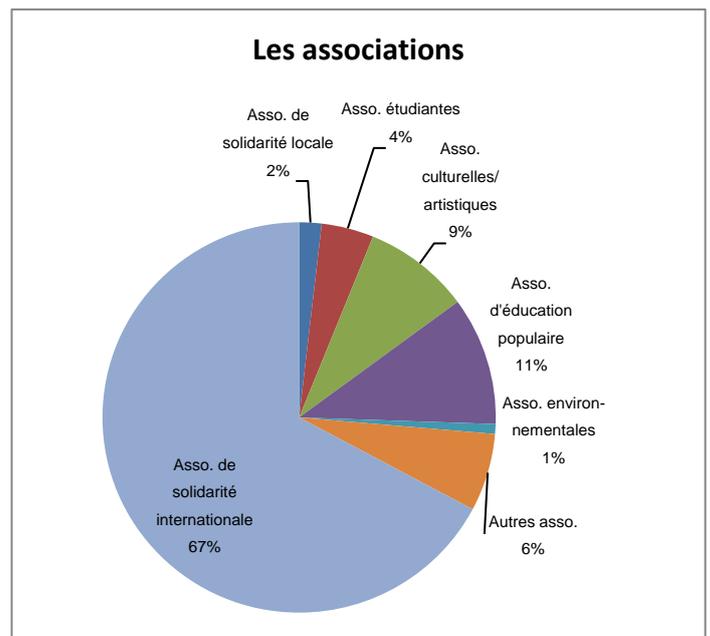
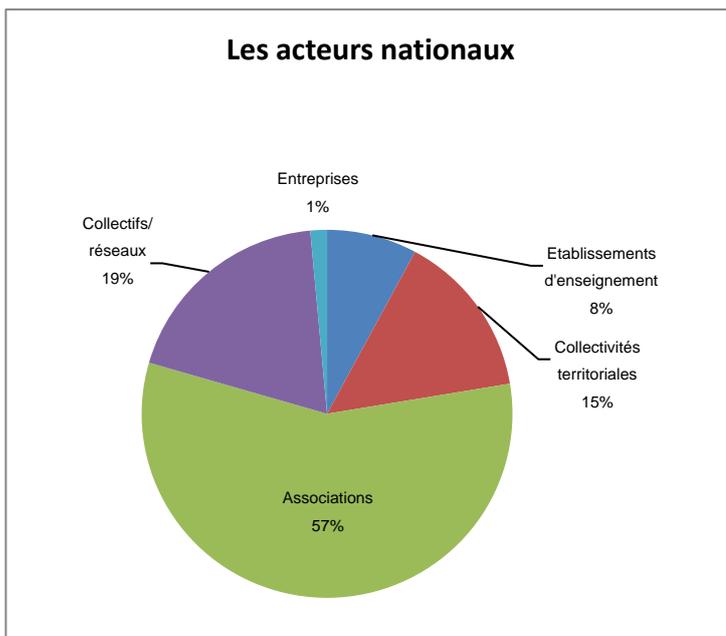
Photographie 3: Solisphère à Felletin (à droite). / Figure 27 : Répartition des solisphères en France lors de l'édition 2012 de la Semaine de la Solidarité Internationale (à gauche)



Source : [www.felletin.fr](http://www.felletin.fr) (gauche), Coordination Nationale de La Semaine, 2012, bilan national de la 15ème édition de la Semaine de la Solidarité Internationale, 77p (à droite)

La figure 27 révèle qu'en 2012, plus de 100 solisphères étaient organisées dans toute la France et principalement dans le Région Ile-de-France, dans le Nord-Pas-de-Calais, dans les Pays de la Loire, dans le Limousin et en Rhône-Alpes. Semaine « vitrine » de l'action internationale, la SSI est coordonnée au niveau national par le Centre de Ressources et d'Information pour le Développement (CRID). Malgré la faible couverture médiatique dont elle bénéficie encore à l'échelle nationale, le CRID a recensé sur l'édition 2011 environ 7 000 animations organisées dans plus de 500 Villes et 90 Départements. Il est fréquent que des délégations étrangères soient accueillies par les collectivités territoriales sur cette période et qu'elles participent aux rencontres et aux festivités. En 2012, la SSI a mobilisé au niveau national 700 acteurs répartis dans l'ensemble des Régions, dont un tiers en Ile-de-France. La diversité de ces acteurs est révélée dans les graphiques 12.

Graphiques 12: Les acteurs engagés dans la Semaine de la Solidarité Internationale en 2012.

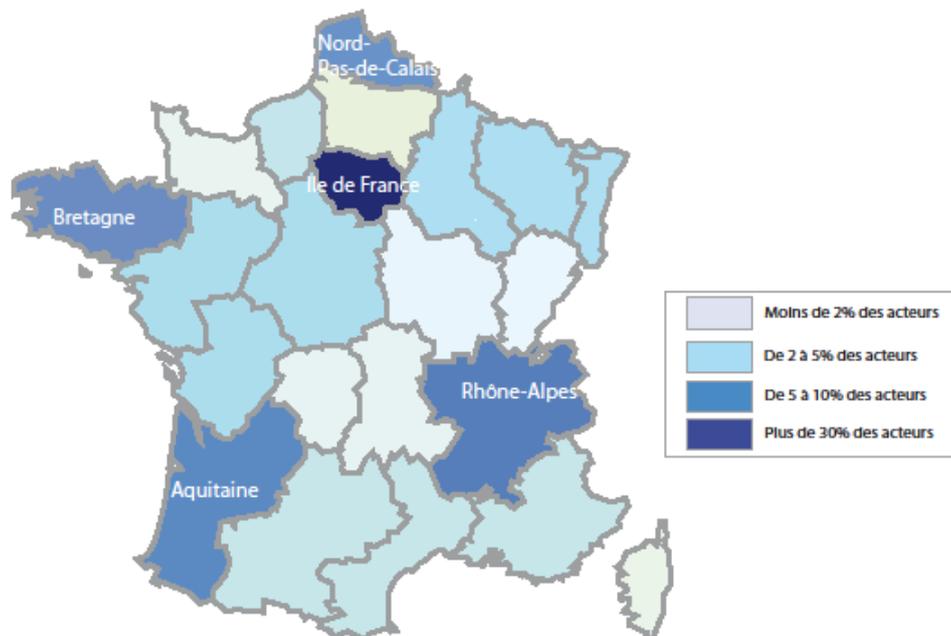


Source : Coordination Nationale de La Semaine, 2012, bilan national de la 15ème édition de la Semaine de la Solidarité Internationale, 77p

Alors que les associations représentaient, en 2012, la majorité des acteurs mobilisés dans le cadre de la SSI (55%), ce graphique révèle la part relativement faible des collectivités territoriales sur le nombre total d'acteurs impliqués (14%). Ce chiffre est à nuancer dans la mesure où celles-ci interviennent aussi de manière indirecte et non visible en subventionnant un certain nombre d'autres acteurs locaux, principalement les associations et les collectifs. Il est intéressant de constater le fait que parmi les associations mobilisées, 33% interviennent sur des domaines autres que celui de la solidarité internationale (environnement, éducation, culture, etc.). Ce chiffre, relativement faible comparé aux 67% d'associations spécialisées sur la solidarité internationale, révèle toutefois que la dimension internationale peut être un support approprié par des acteurs résultant de champs thématiques.

Il convient à présent de comparer la dynamique événementielle de la SSI avec celle de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales.

**Figure 28: Répartition géographique des acteurs mobilisés sur l'édition 2012 de la Semaine de la Solidarité Internationale**



Source : Coordination Nationale de La Semaine, 2012, bilan national de la 15ème édition de la Semaine de la Solidarité Internationale, 77p

L'Ile-de-France est le territoire régional le plus dynamique lors de la Semaine de la Solidarité Internationale, en termes du nombre de porteurs de projets. Viennent ensuite le Nord-Pas-de-Calais, la Bretagne, l'Aquitaine et Rhône-Alpes. On observe ainsi une corrélation entre le dynamisme de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales (étudié dans la première partie) et la mobilisation des acteurs régionaux lors de la SSI. C'est le cas pour les quatre Régions mentionnées. Ce constat illustre le caractère lié des stratégies de coopération internationale et d'animation territoriale.

Les attentes des collectivités territoriales vis-à-vis de ces événements au niveau des retombées locales reposent sur une sensibilisation du grand public et sur une incitation à l'engagement (à la hauteur de chaque individu : d'une interrogation sur les modes de production et de consommation, à l'investissement personnel au sein d'une association). D'autre part, l'idée est également d'apporter une visibilité aux acteurs locaux intervenant dans le champ international (via l'accompagnement de leurs événements, les stands associatifs, la vente de produits, etc.). En 2012, le public des différentes

animations organisées à l'échelle nationale était estimé à 500 000 personnes<sup>308</sup>. Le fort investissement des espaces publics pour l'accueil de ces événements reflète ces objectifs en termes de sensibilisation d'acteurs nouveaux ou d'habitants.

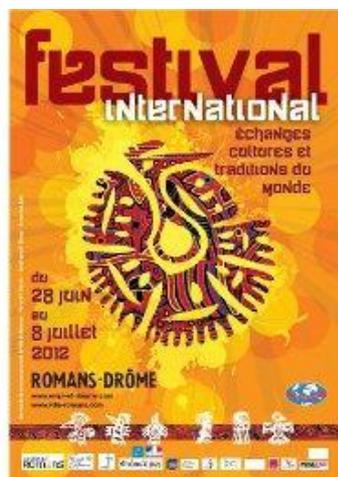
Malgré cela, la SSI semble avoir pour principal effet de fédérer les multiples acteurs et structures impliqués dans le domaine de l'action internationale autour d'un temps fort annuel. En effet, de manière générale, son principal écueil rejoint celui de la participation citoyenne au sens large, en ce sens qu'elle ne mobilise qu'un cercle relativement restreint de « convaincus ». En-dehors de ce rendez-vous annuel, la dynamique événementielle autour des actions internationales peut être déclinée par l'organisation de festivals ou de semaines thématiques.

## 2.2- A l'échelle locale : des événements festifs qui favorisent l'adhésion à l'action internationale ?

L'animation territoriale de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales peut prendre la forme de festivals dédiés aux questions internationales, mettant à l'honneur les cultures des territoires partenaires dans le monde. Ces semaines thématiques peuvent également être organisées sur les deux territoires partenaires par le biais de festivals « jumeaux ».

Le festival International « Echanges, Cultures et Traditions du Monde » de Romans-sur-Isère (Drôme) est composé de deux volets : l'accueil annuel de l'ensemble des Villes jumelles de la Ville et l'organisation d'animation folkloriques par l'accueil de troupes artistiques du monde entier. Sur une dizaine de jours, Romans propose aux habitants des animations variées : défilés, concerts, expositions, conférences, marchés, projections, etc.

Figure 29: Le Festival international "Echanges, Cultures et Traditions du Monde" de Romans-sur-Isère



Source : Mission relations internationales de la Ville de Romans-sur-Isère

En 2012, plus de 300 artistes de troupes de danse et de chants populaires du monde entier ont pu s'y produire. Chaque année, une thématique est choisie en référence à l'une des caractéristiques des territoires partenaires. Ce festival permet à la Ville de Romans de positionner l'action internationale comme une « articulation pour le territoire » : elle crée un lien entre les acteurs, entre les politiques publiques et entre les publics. La stratégie d'animation territoriale de la Ville de Romans, en lien avec ses partenaires internationaux, repose également sur l'organisation de semaines culturelles mettant à l'honneur l'un des pays partenaires comme ce fut le cas pour la Semaine de la Tunisie, expliquée par

---

<sup>308</sup> Bilan de l'édition 2012 de la semaine de la Solidarité Internationale, [www.lasemaine.org](http://www.lasemaine.org)

l'Adjointe au Maire en charge des questions internationales dans ces termes. « Nous vivons dans un système globalisé où l'on nous parle de finance, de délocalisation, d'une économie devenue folle et on en oublie les rapports qui existent entre les êtres humains. Il faut donner la possibilité aux gens de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent. Par exemple, pour marquer le premier anniversaire de la chute de la dictature en Tunisie, la Ville de Romans, qui a un partenariat de coopération avec la Ville d'El Jem, a programmé le mois de la Tunisie. Ce fut l'occasion de débats, de conférences, de projections de films pour faire la lumière sur ce qui s'est passé et donner la parole directement aux citoyens<sup>309</sup> ». De la Biennale « Marseille-Dakar en 72h », au Festival « Art d'Afrique » des Vans (Ardèche), cette forme d'animation locale est répandue dans de nombreux territoires porteurs d'une action forte à l'international.

Dans les deux exemples qui suivent, les festivals associés aux projets de coopération décentralisée créent les conditions d'une collaboration structurante sur le long terme entre les collectivités territoriales et les acteurs de la société civile, mais également entre les collectivités territoriales partenaires en France et à l'étranger.

La coopération décentralisée liant les Villes de Chambéry et de Ouahigouya (Burkina Faso) existe depuis 20 ans. Le rapprochement des habitants des deux Villes et l'encouragement au dialogue interculturel sont les deux principaux objectifs de ce partenariat. Pour ce faire, ce rapprochement a été pensé sous un angle ludique et dynamique, afin de sortir la coopération des cercles experts. « Mobiliser les citoyens français sur des actions de coopération décentralisée, parfois très techniques, n'est pas toujours un succès. C'est pourquoi depuis 1996 et sur un rythme biennuel, la Ville de Chambéry et l'association rhônalpine Chambéry Ouahigouya proposent aux chambériens une immersion en pays burkinabé<sup>310</sup> ». Les photographies 4 illustrent quelques-uns des temps forts de l'édition 2013 du festival.

#### Photographies 4 : Édition 2013 du Festival Lafi Bala



Source : Gilles Garofolin, [www.lafibala.com](http://www.lafibala.com)

Comme c'est le cas à Romans-sur-Isère, cette immersion passe par l'organisation d'animations artistiques, culturelles et pédagogiques. Chaque année, une rue burkinabée est reconstituée dans l'espace public. Par cette opération originale et interpellatrice, ce festival est l'occasion pour la Ville de sensibiliser les habitants et de leur expliquer le bien fondé de son action internationale. Lafi Bala permet ainsi de « populariser la coopération décentralisée et de conforter l'intérêt local par un rendu

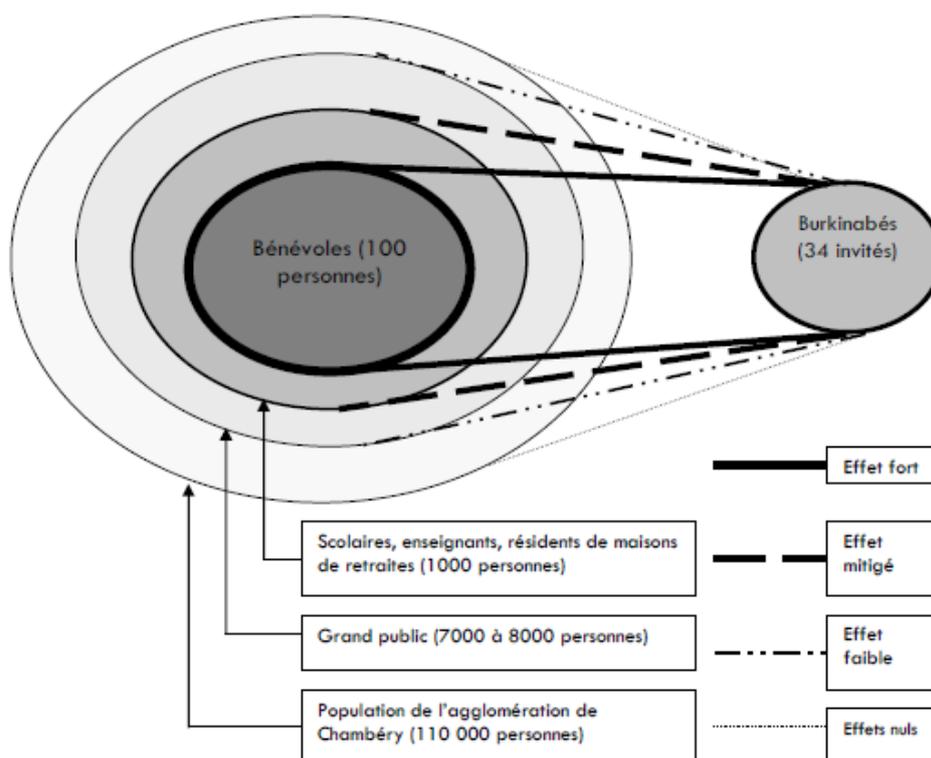
<sup>309</sup> Nai, P., 2012, Entretien avec Chay, L., "Pour demain, agir différemment", Altermondes hors-série n°13 Rhône-Alpes, la solidarité en avance sur son temps, 50p, p 11

<sup>310</sup> Caillault, S., 2009, "Chambéry-Ouahigouya: une coopération exigeante", Altermondes hors série n°8, 50p, p5

visible des projets de coopération<sup>311</sup>». Dans cette dynamique, l'événement, en l'occurrence l'organisation d'un festival valorisant l'action internationale menée par la collectivité territoriale, représente un moyen de légitimation de l'action publique et de construction d'un discours valorisant à usage interne. Il implique une vision de la Ville qu'il vient conforter<sup>312</sup>.

La figure 30 a été réalisée par des étudiants rhônalpins lors d'un travail d'évaluation de l'édition 2005 du festival Lafi Bala. Il illustre ses différents niveaux d'effets à partir des acteurs touchés.

Figure 30: Représentation schématique des effets de Lafi Bala 2005



Source : Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL), 2006, Evaluation de Lafi Bala 2005, 37 p

Ce schéma identifie des effets du festival, tour à tour forts, mitigés, faibles ou inexistant, en fonction du type de public concerné par l'événement. On observe des effets décroissants selon le degré et la nature de la mobilisation des acteurs. Les bénévoles (premier cercle : une centaine de personnes) sont directement impactés par cette action à laquelle ils participent directement. Ils ont exprimé des impacts positifs tels que la découverte culturelle permise par la programmation artistique, la connaissance du milieu associatif ou encore les informations reçues sur les potentialités d'engagement local. Le second cercle représente le public mobilisé sur les ateliers, les rencontres, les débats et autres dispositifs d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale. Les enquêtes réalisées auprès des enseignants et des scolaires affirment le fait que l'action internationale et l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale constituent des plus-values dans les démarches éducatives. Les personnes interrogées retiennent principalement les aspects de découverte d'un pays et d'une autre culture à travers des

<sup>311</sup>Communication de Samuel Caillault, Responsable des Relations Internationales de la Ville de Chambéry. Conférence « L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales », dans le cadre du 3<sup>ème</sup> Forum de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales, 02/07/2012, Cités Unies France, Paris, 2 et 3 juillet 2013

<sup>312</sup> On retrouve ici l'analyse de l'événement urbain proposée par Maria Gravari Barbas et Sébastien Jacquot

activités culturelles ludiques (musique, jeux, etc.). L'expérience a permis aux enfants de prendre conscience du fait qu'il existe des « enfances différentes » des leurs et de développer une ouverture au monde et particulièrement à l'Afrique. Pour ce qui est des résidents d'une maison de retraite locale, on retiendra, outre la découverte culturelle, la déconstruction de certaines représentations péjoratives quant au personnel de l'établissement d'origine étrangère. L'étude a identifié le rôle qu'a joué le festival dans leur intégration au sein de celui-ci. Le troisième cercle concerne le grand public ayant plutôt participé aux spectacles et aux concerts. Il s'est globalement peu intéressé aux rencontres et aux animations liées à l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale ou à la coopération décentralisée. L'étude souligne leur attitude « consommatrice ». Le dernier cercle concerne les habitants de l'agglomération de Chambéry qui n'auraient pas ou peu été impactés par l'événement.

Bien que datée de 2005, cette analyse révèle l'un des écueils majoritairement observé dans les initiatives événementielles liées à l'action internationale. Elles mobilisent en priorité les acteurs et militants atteignent encore peu le grand public qui ne se sent pas toujours concerné. Toutefois cette étude demanderait à être actualisée au regard des changements qu'a connus le festival depuis 2005. Déplacé, depuis lors, au centre Ville, il est devenu, avec le temps, un rendez-vous intégré et reconnu au sein du calendrier événementiel local. Lafi Bala a connu une montée en volume et en visibilité (l'édition 2013 a compté 10 concerts, 17 spectacles et animations, 20 conférences et débats et 2 expositions).

Plus de 10 ans après sa première édition à Chambéry, le Festival Lafi Bala est voué à « s'exporter ». C'est sur demande du Maire de la Ville de Ouahigouya et avec l'appui de l'association Chambéry-Ouahigouya et de divers autres acteurs locaux qu'il était prévu de décliner la manifestation au Burkina au dernier trimestre 2012. Le Festival Zoodo avait pour but de valoriser les ressources locales du territoire burkinabé sur différents plans : à la fois culturelles (à travers les représentations artistiques organisées sur le thème du métissage), naturelles (par des excursions touristiques) mais également au niveau de la jeunesse locale (par une mobilisation des scolaires lors de compétitions sportives). Sur le même principe que Lafi Bala, une délégation importante de la Ville de Chambéry (70 personnes, bénévoles ou artistes) était attendue au Burkina Faso pour participer à l'événement<sup>313</sup>. La crise institutionnelle au Burkina Faso et les difficultés financières qu'elle a entraîné ont finalement compromis l'organisation du festival. Le Ministère des Affaires Étrangères français a fortement déconseillé le voyage, jugé trop risqué, au groupe de 70 chambériens et l'a même interdit pour les mineurs alors même que des échanges scolaires étaient programmés. La Mairie de Chambéry a donc été contrainte d'annuler son déplacement pour « montrer l'exemple » et seules quelques personnes s'y sont tout de même rendues à titre individuel. Faute de véritable festival, des festivités y ont tout de même été maintenues sur deux soirées. Malgré les difficultés liées au contexte politique, ces expériences d'animations croisées entre les Villes partenaires de Chambéry et de Ouahigouya présentent l'intérêt de s'inscrire dans le sens d'une mise en œuvre partagée de l'animation locale de l'action internationale et d'une affirmation collective de son intérêt pour le territoire.

Ce type d'expérience a également été mené, dans le sens contraire, entre les Villes de Ouidah (Bénin) et de Melun (Seine et Marne). Le Festival International du Film de Ouidah a été créé en 2003 à l'initiative du réalisateur franco-béninois Jean Odoutan. Il récompense, par l'attribution de « pythons », les meilleurs films présentés<sup>314</sup>. « En dix ans de parcours, Quintessence a diffusé au moins 1 000 œuvres cinématographiques près des vagues du bruyant Océan Atlantique à Ouidah

---

<sup>313</sup> Ouédraougo, D.H., 2012, "Dans les coulisses du Festival Zoodo", Altermondes hors-série n°13 Rhône-Alpes, la solidarité en avance sur son temps, 50p, p37

<sup>314</sup> Avec une déclinaison originale par catégorie de réalisateurs : python à tête noire /prix du meilleur scénario, python à lèvres blanches, python papou/ prix du meilleur film documentaire, python pygmée / prix du meilleur court métrage, python Tapis / prix du meilleur film d'animation, etc.

[...]»<sup>315</sup>. Ce festival a connu de nombreux prolongements : Quintessence Itinérant, permettant une diffusion des films dans diverses Régions du pays, la création en 2006 de l'Institut Cinématographique de Ouidah...et l'exportation en France du concept original dans le cadre de la coopération décentralisée entre Ouidah et Melun (Seine-et-Marne) « Quintessence s'invite à Melun » est, comme son nom l'indique, un prolongement seine-et-marnais du festival béninois. Depuis 7 ans, les films primés au festival de Ouidah sont projetés dans des lieux phares de la Ville de Melun : médiathèques et cinémas locaux. Ces projections sont l'occasion d'organiser des débats sur des thèmes divers mais également de remettre un prix adapté pour l'occasion : le python de Melun.

---

<sup>315</sup> Extrait de l'édito de Jean Odoutan, créateur et Délégué Général de Quintessence. <http://www.festival-ouidah.org/2012/Infos/>